

APERÇU

■ Formation professionnelle

Depuis 2012, la formation professionnelle constitue l'un des principaux axes thématiques du programme éducatif de l'EZA : contexte, objectifs, méthodologie, avancées de la coordination de projets pour l'année académique 2015/2016 et premières conclusions *Page 2*

■ Point de vue

Maria Reina Martín, secrétaire exécutive de FIDESTRA, membre de l'EZA, livre son point de vue sur l'enseignement professionnel au Portugal *Page 3*

■ Nouveau-venu dans le réseau de l'EZA



Le St. Anthony's Centre for Church and Industry – candidat à l'adhésion au réseau de l'EZA depuis octobre 2014 : historique, champ d'action, mise en réseau *Page 4*

EDITORIAL



Chers amis,

« L'Union européenne... manque d'Europe, elle manque d'union », constatait, il y a peu, Jean-Claude Juncker dans son allocution devant le Parlement européen à propos des efforts européens déployés pour trouver les réponses appropriées à la crise actuelle des réfugiés. En effet, durant plusieurs années, de nombreux Etats-membres ont détourné les yeux de la réalité. La peur de l'étranger, d'être dépassé, de perdre du bien-être, de la criminalité liée aux flux de réfugiés, d'un nouveau renforcement des formations populistes et extrémistes de droite paralyse. Et pourtant, une vague de solidarité a déferlé, portée par la

volonté de nombreux citoyens et citoyennes en Europe de s'engager bénévolement en faveur des réfugiés dans leur communauté ainsi que dans des initiatives transfrontalières. Certains proposent de mettre à disposition des logements privés, d'autres d'apporter leur assistance dans l'accomplissement des formalités administratives tandis que d'autres encore organisent des cours de langue et des activités pour les enfants. Une multitude de personnes, dans les mairies, les commissariats de police, les services de soins de santé, les sociétés de transport etc. accumulent actuellement un nombre incalculable d'heures supplémentaires. La tâche à laquelle nous, Européens, devons ensemble nous atteler ne peut être sous-estimée tant en matière d'intégration interconfessionnelle et interculturelle que d'enseignement et d'emploi. Nos organisations sociales chrétiennes des travailleurs ont vocation à œuvrer pour rendre possible la participation dans notre société. A œuvrer pour que l'Europe puisse être l'Europe et puisse être une union.

Sigrid Schraml, Secrétaire générale

Session 2015 de l'OIT

EZA plaide, auprès du Vice-président de la Commission Valdis Dombrovskis, pour une intensification des relations entre l'UE et l'OIT

Lors d'un entretien avec le vice-président de la Commission européenne en charge du dialogue social, Valdis Dombrovskis, Bartho Pronk, président du Centre européen pour les travailleurs (EZA), évoqua les répercussions de la mondialisation sur le monde du travail en Europe pour plaider en faveur d'une intensification de la collaboration entre l'échelon européen et l'Organisation Internationale du Travail (OIT). Il estime que l'Union européenne devrait accorder plus d'importance à l'OIT et resserrer les liens de coopération avec cette structure. Par ailleurs, l'Union devrait, selon lui, veiller à une mise en œuvre uniforme des normes de l'OIT par les Etats-membres de l'UE afin d'éviter, entre autres, le dumping

social en UE. Actuellement, l'application de certaines conventions de l'OIT demeure inégale. A l'occasion de la 104^e session de la Conférence Internationale du Travail, les membres du réseau de l'EZA qui sont membres de l'OIT se réunirent, à l'initiative du secrétariat de l'EZA, pour échanger quelques considérations. Les questions centrales de cette session annuelle furent le glissement de l'économie informelle vers l'économie formelle, le rôle crucial joué par les petites et moyennes entreprises pour une croissance économique durable et le travail décent pour tous ainsi que le champ thématique de la sécurité sociale et de la santé et la sécurité au travail.

Sigrid Schraml ■

La formation professionnelle – Un facteur déterminant pour la création de perspectives durables pour les jeunes

Vers une formation professionnelle plus efficace

Depuis l'éclatement de la crise financière et économique, le chômage des jeunes a augmenté à une vitesse vertigineuse dans certains Etats-membres de l'Union européenne (EU). Dans ce contexte, il est apparu qu'en plus d'une politique efficace de création d'emploi, l'enseignement se distinguait comme un facteur déterminant pour des emplois de qualité et durables pour la jeune génération. Comme le reconnaît le réseau du Centre européen pour les travailleurs (EZA), la formation professionnelle est la première filière en termes de perspectives créées. Dans maints pays de l'UE, il s'est avéré que la formation professionnelle et ses mécanismes correspondants avaient été négligés pendant de longues années et que des réformes urgentes étaient nécessaires.

Cette situation alarmante a incité le secrétariat de l'EZA, au vu des processus politiques engagés, à accompagner cette thématique de mesures de formation et d'une mise en réseau. Cette initiative avait pour but de rassembler les acteurs des organisations des travailleurs, d'échanger des expériences positives et de brasser des idées qui permettent aux salariés de faire avancer le débat politique sur la formation professionnelle en Europe.

A ces fins, au début de l'année 2012, une conférence était organisée à Berlin sur le thème du rôle des partenaires sociaux dans l'organisation réussie de la formation professionnelle et la création d'emplois pérennes. Cette rencontre déboucha sur la mise en place d'un groupe de travail qui, depuis lors, planche, sous l'égide de l'ÖZA, le membre autrichien du réseau de l'EZA, sur divers aspects déterminants de la configuration des systèmes de formation professionnelle. Ce cercle d'experts échange les connaissances et les expériences relatives à de multiples approches de formation professionnelle mais aussi au rôle des enseignants dans ces filières et à l'action des institutions européennes dans ce domaine.

A l'issue des rencontres de ce groupe de travail, un catalogue fut publié avec les facteurs de réussite et les défis associés aux filières de formation professionnelle. L'EZA continuera, à l'avenir, de jeter un

coup de projecteur sur ce thème. Un des axes importants de l'année académique en cours est une coordination de projets intitulée « Une formation professionnelle efficace, une mission importante pour les organisations de travailleurs » et déclinée en quatre manifestations.

Norbert Klein ■

Avancées de la coordination de projets

Après les rendez-vous de Gdansk, Amarante, Nasutów et Torremolinos, la série de huit séminaires a déjà ouvert des pistes concrètes de solution et d'action politique. Son travail dépasse ainsi déjà le simple périmètre du diagnostique. Voici quelques conclusions en matière d'action politique nécessaire :

- Il s'agit de convaincre les responsables politiques au niveau national et européen que la politique de l'éducation, si elle doit pouvoir produire des effets durables, doit s'inscrire dans le moyen et le long terme et que les politiques en matière d'éducation requièrent une réflexion sur et pour les générations. Il est contreproductif qu'au lendemain des élections, les gouvernements édictent encore et encore de nouvelles lois sans attendre ni évaluer les répercussions à long terme des dispositions précédentes.
- La législation doit, en revanche, ouvrir des espaces dans lesquels une culture subsidiaire de la formation professionnelle peut se développer sur la base d'un dialogue social régional fiable.
- Les spécificités régionales multiples doivent être utilisées comme des ressources précieuses et ne doivent pas être sapées par une politique d'uniformisation.
- La « formation en alternance », qui rencontre le succès en Allemagne, en Autriche et en Suisse et s'est développée au fil des générations, constitue indubitablement un bon exemple,

cependant, il ne s'agit pas d'un modèle qui puisse ou doive être répliqué à l'identique dans les autres pays.

- Dans le souci de mettre en œuvre les ambitieuses mesures de l'Union européenne en matière de formation professionnelle en vue de lutter contre le chômage des jeunes, il est nécessaire de s'aligner sur la pratique dans les entreprises et les sociétés afin de répondre aux besoins du marché.
- La dynamique économique impose des changements constants des compétences professionnelles mais ne peut déboucher en priorité sur une « académisation » générale des formations professionnelles.
- Il est nécessaire de poursuivre la lutte contre la stigmatisation, encore d'actualité dans de nombreux pays, de la formation professionnelle taxée de pis-aller. La formation professionnelle et les compétences de métier doivent être valorisés au même titre que l'enseignement général. Partout où cette valorisation n'est pas égale, le nombre de jeunes chômeurs détenteurs d'un diplôme universitaire est élevé alors que dans un même temps, il y a une pénurie de travailleurs spécialisés et formés de façon novatrice aux pratiques économiques et technologiques.

Dès à présent, force est de constater qu'un grand nombre de conclusions concrètes peut composer un catalogue tangible de revendications à adresser au monde politique, sachant qu'il est souhaitable de poursuivre la série des séminaires de l'EZA qui se profile comme un instrument significatif d'une politique pérenne de l'emploi.

Helmut F. Skala, coordinateur ■

Point de vue : L'enseignement professionnel au Portugal – un tremplin pour l'emploi des jeunes

Au Portugal, l'enseignement professionnel introduit en 1989 a connu de nombreuses évolutions. A l'origine, ses programmes n'étaient proposés que dans les écoles professionnelles établies à cet effet. Les évolutions ont porté sur le cadre juridique et le degré d'acceptation générale de cette voie de formation.

Les mentalités changent, certes lentement, mais la progression de l'acceptation sociale de la formation professionnelle est notable. Cela explique l'augmentation significative du nombre d'élèves de l'enseignement professionnel au cours de la décennie écoulée.

Dans la loi actuellement en vigueur (11/15), le Ministère de l'Éducation et des Sciences a précisé que 50 % des élèves devaient fréquenter une école professionnelle. Cette proportion est presque atteinte. En 2020, le nombre dans l'enseignement professionnel devrait atteindre 200 000 élèves.

Cet objectif, certes ambitieux, n'est pas inatteignable. Le succès dépend, entre autres, de la conjonction de divers facteurs qui sont étroitement liés aux directives politiques qui devraient être données au cours de la prochaine législature. En ma qualité de pédagogue, j'avoue être partisane de l'enseignement professionnel. Tous ceux (et j'en fais partie) qui parviennent à laisser leurs préjugés de côté reconnaissent que les écoles professionnelles apportent une valeur ajoutée à la croissance économique et au développement durable d'un pays. C'est vrai en règle générale et au Portugal en particulier. Personne ne peut contester que le nombre de salariés titulaires d'un certificat de formation professionnelle est important.

Au Portugal, près de 70 % des élèves de ce système trouvent, dans les six mois suivant la réussite de leur formation professionnelle, un emploi. Durant les années de crise, les statistiques ont certes quelque peu fléchi mais la tendance va certainement s'inverser si le Portugal conserve un taux de croissance économique positif et un taux d'emploi en hausse.

Cependant, la voie empruntée par l'enseignement professionnel n'est pas rectiligne et est jalonnée d'obstacles structurels.

Le tissu économique portugais, principalement composé de petites et de moyennes entreprises, confronte les établissements au problème de l'insuffisance de places d'apprentissage en entreprise pour tous les élèves de la filière professionnelle.

L'évolution démographique constitue un autre obstacle structurel. Principalement dans les régions faiblement peuplées, les écoles professionnelles rencontrent de grandes difficultés à trouver suffisamment d'élèves pour pouvoir proposer une offre d'apprentissage.

Par conséquent, FIDESTRA défend une politique éducative qui s'appuie, notamment dans le cas de l'enseignement professionnel, sur les réalités et les besoins locaux et régionaux.

Le Portugal organise un enseignement professionnel de grande qualité, soumis à des règles strictes. Son objectif est la qualification des jeunes appelés à entrer sur un marché du travail de plus en plus exigeant.

Le chef d'entreprise n'accordera une valeur à la formation des élèves de l'enseignement professionnel que si cette filière apporte, par sa qualité et ses performances, une valeur ajoutée à l'entreprise.

La qualité et les performances de l'enseignement professionnel constituent des atouts déterminants pour le renforcement et la réussite des écoles professionnelles. Dès lors, ces écoles doivent parfaitement s'adapter aux conditions locales et régionales, répondre aux besoins de la région et démontrer leur potentiel.

Deux conditions préalables incontournables doivent, à mon sens, être remplies pour préserver un enseignement professionnel de qualité, atteindre le chiffre de 200 000 élèves dans cette filière en 2020 et faire clairement comprendre aux employeurs potentiels les atouts des jeunes apprentis :

1. La création et le maintien d'écoles professionnelles renommées
2. Le tissage d'un réseau scolaire rassemblant tous les intervenants de l'enseignement dans une région ; un réseau conçu par les acteurs locaux et parfaitement en phase avec les potentiels et les besoins locaux.

Faisons le premier pas pour battre en brèche les préjugés qui accompagnent encore et toujours l'enseignement professionnel et qui font de cette filière souvent un second choix pour nos jeunes !

Maria Reina Martín ■



Maria Reina Martín est, depuis 2007, la secrétaire exécutive de FIDESTRA (Associação para a Formação, Investigação e Desenvolvimento Social dos Trabalhadores, Association pour la formation, la recherche et la promotion sociale des travailleurs), le membre portugais de l'EZA. Elle a étudié la géographie. Dans le cadre de sa carrière d'enseignante, elle a, entre autres, occupé la fonction de directrice régionale pour l'enseignement dans la région de l'Alentejo, de députée régionale en charge de l'enseignement, de présidente du Conseil général des établissements du cycle secondaire de Montemor-o-Nova et de vice-présidente du Syndicat des enseignants titulaires d'un diplôme universitaire. En outre, elle est aussi la vice-présidente de la FTDC (Federação dos Trabalhadores Democrata Cristãos, Fédération des travailleurs chrétiens-démocrates).

Nouveau-venu dans le réseau de l'EZA : St. Antony's Centre for Church and Industry (candidat à l'adhésion)

Créé en 1979 par son actuel directeur Kevin Flanagan dans le nord-ouest de l'Angleterre, le centre suit les principes de la doctrine sociale catholique dans son volet consacré à la vie économique.

Formation

L'organisme est un centre de formation accrédité par City & Guilds qui propose, grâce à son personnel qualifié, un éventail de qualifications dans des compétences techniques et TIC, à des centaines d'apprenants chaque année.

Partout dans le nord-ouest, le centre organise des cours dans des espaces communautaires et sur les lieux de travail. En partenariat avec la centrale régionale du nord-ouest et de l'Irlande du GMB (syndicat général des municipalités, des chaudronniers et des métiers associés) et ses 68 000 membres, le centre a tissé un réseau de sept centres communautaires de formation pour adultes (Adult Community Training Centres, ou centres ACT). Ce réseau lutte contre l'exclusion économique liée à l'absence ou à la faiblesse des qualifications. Un quart des travailleurs britanniques présente des difficultés fonctionnelles en mathématiques et en anglais. Les cours sont financés au travers de contrats de formation régionaux. Depuis plus de 15 ans, le centre gère des programmes financés au titre du Fonds social européen.

Le projet Reach Out (en anglais, www.gmbreachout.org.uk) a tissé un

réseau de représentants syndicaux délégués à la formation, à savoir des travailleurs formés à l'identification des besoins d'apprentissage de leurs collègues de travail et à la délivrance de conseils relatifs aux formations et aux qualifications appropriées.

Travail confessionnel

Le centre gère la Greater Manchester Industrial Mission (www.gmim.org.uk), un organisme caritatif œcuménique assurant une aumônerie pour les travailleurs dans quatre centres urbains. Il pilote aussi un projet de cohésion pour la communauté chrétienne (Christian Community Cohesion Project) et participe, de concert avec d'autres groupes confessionnels, à un dialogue autour des relations interconfessionnelles.

Le directeur préside le forum des directeurs du réseau national d'action sociale Caritas (Caritas Social Action Network Directors Forum, www.csan.org.uk). Ce réseau compte 42 organisations qui défendent la doctrine sociale catholique et son application dans les questions sociales et caritatives. Le directeur est également le président national de la section des services commerciaux (forte de 200 000 membres) du syndicat GMB qui compte, quant à lui, plus de 639 000 affiliés au Royaume-Uni. Ce syndicat dispose d'un bureau à Bruxelles.

Le St. Antony's Centre est la seule organisation britannique à mettre au cœur de ses activités les questions de justice socia-

le dans la vie économique et communautaire en partenariat avec les syndicats, les employeurs et les salariés. Il s'efforce de renforcer le dialogue social en responsabilisant les personnes et les encourageant à devenir des participants actifs dans l'arène économique et sociale et à construire des partenariats et des projets propices au dialogue et à l'épanouissement des personnes aujourd'hui et demain.

Locaux

Le centre à Manchester abrite l'exposition Trafford Park Heritage Exhibition retraçant, de 1901 à 2015, l'histoire sociale et industrielle du site industriel de Trafford Park.

MENTIONS LÉGALES

Publication

EZA

Centre Européen pour les Travailleurs
Johannes-Albers-Allee 2

D-53639 Königswinter

Tél. +49 - 22 23 - 29 98 - 0

Fax +49 - 22 23 - 29 98 - 22

Courriel : eza@eza.org

www.eza.org

Rédaction

Sigrid Schraml (responsable),
Matthias Homey, Norbert Klein,
Victoria Znined

Conception graphique et composition

HellaDesign, Emmendingen
Courriel : helladesign@web.de

Photos

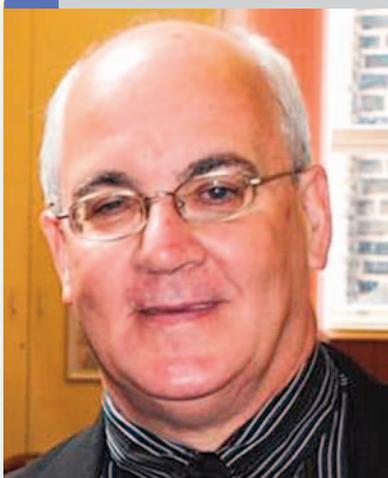
EZA, Maria Reina Martín, Kevin Flanagan

Mode de parution

Quatre éditions par an



Cette publication est réalisée avec l'aide financière de l'Union européenne.



Kevin Flanagan, Directeur

Création : Juin 1979

En ligne : www.stantonyscentre.org.uk

Directeur : Kevin Flanagan
(Twitter : @FlanaganKevin)

Courriel : kflanagan@stantonyscentre.org.uk

Adresse : St. Antony's Centre, Eleventh Street,
Trafford Park, Manchester, England,
M17 1JF

Téléphone : (0044) 161 848 9173

Affiliés : Le centre est un organisme caritatif agréé et n'affilie pas de membre.